

# La gauche devrait-elle se « trumpiser » ?

 [alterecoplus.fr/michel-husson/gauche-se-trumpiser/00012581](http://alterecoplus.fr/michel-husson/gauche-se-trumpiser/00012581)

**Michel Husson** Economiste, membre du Conseil scientifique d'Attac

Le 23 janvier 2015, quelques jours avant d'être nommé ministre des Finances du nouveau gouvernement grec, Yanis Varoufakis répondait aux questions de *Channel Four*. Son premier objectif, expliquait-il, était de prendre les mesures d'urgence permettant de réduire les effets sociaux de la crise, et le troisième était la renégociation de la dette. Entre les deux, et donc avant même la question de la dette, Varoufakis désignait comme cible le système oligarchique qu'il se proposait de détruire : « *We are going to destroy the Greek oligarchy system* ».

Ces intentions n'ont pas été suivies d'effet, mais il y avait chez Varoufakis la claire compréhension qu'une alternative au désastre économique et social nécessitait une double rupture : non seulement avec l'austérité imposée par la Troïka, mais aussi, à l'intérieur même de la Grèce, avec un système oligarchique composé d'armateurs extra-territoriaux, de chefs d'entreprise prédateurs et de banquiers spéculateurs.



## Question sociale et question « nationale »

Quel rapport avec le Brexit, l'élection de Trump ou la montée du Front national ? Il se trouve peut-être dans l'asymétrie fondamentale des discours anti-système qui contribuent à leur succès. Le procédé consiste à subordonner la question sociale à la question nationale, ou plus précisément au mode d'insertion dans l'économie mondiale. Concrètement, cela consiste à instiller cette idée simple : tous nos problèmes, y compris sociaux, viennent de l'extérieur. Les responsables de tous nos maux sont « par nature » étrangers : ce sont la mondialisation, la Chine, le Mexique, les réfugiés, la Commission européenne, etc.

Rétablir les Etats-Unis dans son statut de puissance mondiale incontestée, telle est la musique de fond qui se joue derrière les proclamations anti-système

Certes, à l'intérieur des frontières, il faut s'opposer aux partis « du système », mais ce qu'on leur reproche principalement, ce n'est pas tant de servir les intérêts des banques et des multinationales, et d'avoir à ce titre mené des politiques socialement régressives. Certes, les partis de l'*establishment* sont désignés comme responsables du chômage ou des inégalités, mais seulement dans la mesure où ils ont fait allégeance à Bruxelles, ou à l'OMC, et se sont ainsi soumis aux exigences du système mondial.

## USA, USA, USA !

« *Nous allons récupérer le contrôle du pays et faire en sorte que les Etats-Unis redeviennent un grand pays* », tel était le thème essentiel de la campagne de Trump, et il fallait entendre ses partisans l'acclamer lors de sa première déclaration présidentielle aux cris de « USA, USA, USA » ! Rétablir les Etats-Unis dans son statut de puissance mondiale incontestée ou retrouver les bienfaits de l'insularité britannique, telle est la musique de fond qui se joue derrière les proclamations anti-système.

Ignacio Ramonet dévoilait récemment les « [propositions de Donald Trump que les grands médias nous cachent](#) ». Outre le discours victimaire de Trump à l'égard des médias (un classique), deux propositions occupent une place centrale dans le programme de Trump : la dénonciation des méfaits de la mondialisation et le protectionnisme. Cinq millions d'emplois industriels ont été perdus aux Etats-Unis et ce serait, selon Trump, à cause des délocalisations, du libre-échange et de la concurrence chinoise. Par conséquent, il s'engage à augmenter les droits de douanes sur les produits chinois et mexicains, et à dénoncer les accords de libre-échange passés (Alena) ou en cours de négociation (Tafta).

## Brouillard confusionniste à gauche

Dans un commentaire récent, Antoine Bevort et Philippe Corcuff dénoncent ce « brouillard confusionniste à gauche ». Même si le titre de leur billet – « [Ignacio Ramonet trumpisé ?](#) » – peut sembler excessif, leur critique pointe malgré tout un véritable problème. L'article de Ramonet peut en effet se lire comme la liste des thématiques qu'on aurait tort de laisser à la droite. Son énumération continue avec le « *refus des réductions budgétaires néolibérales en matière de sécurité sociale* », l'augmentation des impôts des traders et le rétablissement de la loi Glass-Steagall abrogée en 1999 par Bill Clinton. Bref, Trump serait aussi le défenseur des classes moyennes et des pauvres : l'ennemi de la finance, en quelque sorte.

Chez Trump, comme chez Sarkozy, Juppé ou Le Pen, le volet social est en réalité purement décoratif

C'est ce versant du programme de Trump que « *les grands médias nous cachent* » et qu'il faudrait prendre en compte. Certes. Mais Ramonet « nous cache » le projet de Trump de privatiser l'*Obamacare*. *Et surtout*, comment peut-il prendre au sérieux le refrain démagogique (« nous baisserons les impôts, mais sans toucher aux acquis sociaux ») que nous connaissons bien en France grâce à la primaire de la droite ?

Chez Trump, comme chez Sarkozy, Juppé ou Le Pen, le volet social est en réalité purement décoratif : il habille ce qui est le cœur du discours, à savoir l'affirmation d'une souveraineté ou d'une identité (plus ou moins malheureuses). La force de ce discours repose sur une représentation du monde simpliste, voire primitive ou même tribale : tous nos maux viennent d'ailleurs, de l'étranger. Il est alors possible de construire une psychologie de masse fondée sur la peur de l'avenir et de l'autre. L'ombre de la question nationale est jetée comme un voile sur la question sociale.

On ne devrait pas, nous dit-on, laisser à la droite le monopole de la question « nationale » : la gauche devrait développer un souverainisme – de gauche forcément – dont la sortie de l'euro serait le point d'orgue. Si telle devait être la leçon tirée de la victoire de Trump, alors les droites identitaires et xénophobes ont de beaux jours devant elles.